



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine  
Pôle Carrières et Matériaux

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 16 août 2023

Rue du Cul d'Anon  
BP80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CARRIERES DE CLERE**

La Paguerie- La Brardiere  
49560 Cléré-sur-Layon

Références : 2023-184\_INSP\_RAP\_SB\_CARRIERES DE CLERE

Code AIOT : 0006300376

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement CARRIERES DE CLERE implanté La Paguerie- La Brardiere 49560 Cléré-sur-Layon. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE CLERE
- La Paguerie- La Brardiere 49560 Cléré-sur-Layon
- Code AIOT : 0006300376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (diorites et schistes) et de ses installations connexes situées à Cléré-sur-Layon. L'autorisation initiale complétée et modifiée à plusieurs reprises porte sur une surface de près de 80 ha dont environ 60 ha d'extraction pour une production d'au plus 850 000 t/an.

L'autorisation d'exploiter est valide jusqu'en 2029. Une des particularités du site est qu'il est traversé par le Layon dont le cours a été modifié et remodelé dans le cadre de l'autorisation d'exploiter la carrière.

Le volume de stériles d'exploitation produit par les installations est conséquent et le site a fait l'objet d'un arrêté complémentaire en 2023 afin d'autoriser l'extension du site à des fins de stockage de stériles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données à la visite précédente du 27/10/2022 ;
- prise en compte de l'arrêté préfectoral du 24/02/2023 relatif à l'extension du stockage de stériles.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.2	Susceptible de suites	Sans objet
3	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Tri 5 flux	Code de l'environnement du 19/07/2021, article Art. D.543-281	Susceptible de suites	Sans objet
7	Garanties financières	AP Complémentaire du 24/02/2023, article 4	/	Sans objet
8	Déchets d'extraction	AP Complémentaire du 24/02/2023, article 5	/	Sans objet
9	Clôture	AP Complémentaire du 24/02/2023, article 6	/	Sans objet
10	Conservation de la biodiversité	AP Complémentaire du 24/02/2023, article 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du stockage des stériles autorisé en 2023 vient de débuter dans les conditions prescrites.

Les constats résiduels de l'inspection précédente sont traités sauf en ce qui concerne les mesures des émergences sonores sur la période nocturne. Les niveaux sonores (diurnes et nocturnes) en limite de site ainsi que les émergences diurnes sont conformes mais il n'y a pas eu de mesures des émergences sonores en période nocturne. Pour mémoire, l'activité du site en période nocturne ne concerne qu'au plus la période allant de 6h00 à 7h00 du matin et une partie des installations. Une proposition de mise en demeure est faite sur cet aspect.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Informations préalables aux tirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les riverains et les municipalités concernés sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage.</p> <p>Un signal sonore d'une intensité et d'une durée suffisante pour alerter les riverains est déclenché au moins 2 minutes avant la mise à feu. Ce signal est suivi d'un second signal précédant immédiatement la mise à feu.</p> <p>L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder le périmètre dangereux.</p>
<b>Constats :</b> Constats résiduels (non soldés) de l'inspection précédente faite en 2022 : <p>L'exploitant ne dispose pas d'éléments justifiant que les riverains et les municipalités concernés sont effectivement informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage.</p> <p>Constats de la présente inspection 2023 : Lors de l'inspection du 20 juillet 2023, l'exploitant a présenté les courriers (A/R) qu'il a adressés, depuis la visite précédente, aux riverains ainsi qu'au maire pour les informer des consignes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Organisation des activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'extraction est réalisée en 6 phases (première phase déjà achevée) de 5 années chacune, conformément aux plans de phasage d'exploitation et de réaménagement du site dont des copies réduites sont annexées au présent arrêté.</p> <p>L'exploitation de la carrière s'effectue en règle générale de 6 heures à 22 heures, du lundi au vendredi.</p> <p>L'activité de la partie primaire est interdite de 21h00 à 6h30.</p> <p>Les livraisons s'effectuent de 7 heures à 17h30 heures, du lundi au vendredi.</p> <p>Les installations de traitement tertiaires sont implantées sur la versée Sud du Layon (cote 90 à 95 m NGF environ) à proximité de la plateforme de stockage des matériaux et sont reliées aux installations secondaires par trois convoyeurs capotés implantés le long des pistes existantes.</p> <p>Les installations de traitement tertiaires sont implantées dans un bâtiment entièrement bardé assurant une isolation phonique (double peau et isolation ou dispositif équivalent). Ces</p>

installations sont associées à des silos de stockage de produits finis comprenant un système de dépoussiérage par dépression au niveau de leur alimentation.  
Le chargement des camions évacuant les matériaux est principalement réalisé à partir des silos.  
Lorsque les installations seront déplacées, elles seront reliées à la plate-forme des stocks par un convoyeur à bande capoté afin de limiter la circulation entre ces zones.

**Constats :** Constats résiduels (non soldés) de l'inspection précédente faite en 2022 :  
Selon l'exploitant, l'exploitation de la carrière s'effectue en règle générale de 6 heures à 22 heures, du lundi au vendredi et il n'y a pas d'activité de la partie primaire de 21h00 à 6h30.  
L'inspection des installations classées a noté que l'exploitant ne dispose pas de mesures nocturnes des émissions sonores.

Constats de la présente inspection 2023 :

L'activité se poursuit, comme le prévoit l'autorisation d'exploiter, sur la période nocturne, uniquement sur la plage horaire de 6h00 (voire plutôt entre 6h30) à 7h00 du matin.

L'exploitant a présenté un rapport de mesures faites en juillet 2023 (entre le 06 et le 19) concernant les niveaux sonores en limite de site, aussi bien en période diurne que nocturne.

Concernant les émergences sonores, des mesures ont été faites uniquement en période diurne mais pas en période nocturne.

L'ensemble des résultats présentés est conforme, toutefois, il manque des mesures des émergences sonores nocturnes.

L'exploitant a indiqué qu'elles sont prévues mais nécessitent au moins 12 jours d'intervention (compte tenu du nombre de points de suivi) et selon les conditions météorologiques.

**Observations :** L'exploitant doit réaliser les mesures des émergences sonores en période nocturne dès lors que ses installations sont exploitées durant la plage horaire nocturne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 30 jours

### N° 3 : Tirs de mines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.1

**Thème(s) :** Autre, Préparation des tirs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Le positionnement des trous de mines sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

Un contrôle systématique de la qualité de la foration est assuré avant chargement des explosifs par des moyens appropriés permettant de repérer de façon précise la position des trous de mine par rapport au front de taille. La charge d'explosifs introduite dans les trous de mine est adaptée en fonction de l'épaisseur réelle du massif à abattre.

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, réduction des charges instantanées d'explosifs...) pour éviter toute projection de pierre à l'extérieur de l'emprise de la carrière.

Toutes dispositions sont prises (recouvrement des cordeaux détonants, choix du procédé d'amorçage) pour limiter au mieux les effets sonores du tir.

**Constats :** Constats résiduels (non soldés) de l'inspection précédente faite en 2022 :

Questionné sur la fiabilité de l'angle de la foration, l'exploitant a précisé que la foreuse employée était de type Epiroc C50 en diamètre 115 mm. Vu ce diamètre et la conception de la foreuse, cela limiterait le risque de déviation des trous selon l'exploitant. L'exploitant ne disposait toutefois pas d'information concernant le contrôle de l'inclinomètre ou de l'azimut de cet équipement.

Constats de la présente inspection 2023 :

L'exploitant a précisé que le prestataire en charge du suivi de la foreuse a vérifié le bon fonctionnement de l'inclinomètre de la foreuse. Après l'inspection, il a transmis la fiche d'intervention du prestataire (Epiroc) qui confirme qu'un contrôle de l'inclinomètre a été fait lors d'une intervention du 7 juillet 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des vibrations et de la pression acoustique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement, pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes après la dernière explosion, de la vitesse particulaire en fonction du temps de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique de dB ou en Pa. Les mesures sont effectuées à des emplacements aménagés à cet effet constitués de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagés sur le rocher s'il est affleurant ou auprès des habitations les plus proches (Ferme de la Maison Neuve et La Paguerie). Après accord des propriétaires, ces emplacements seront tour à tour utilisés selon le front en exploitation afin d'obtenir des résultats les plus représentatifs possibles du tir considéré et de ses effets sur les habitations voisines. Après accord de M BROTHIER, de faire une série de mesures au niveau de son habitation sera réalisée dès le début de l'approfondissement et de l'extension.
<b>Constats :</b> Constats résiduels (non soldés) de l'inspection précédente faite en 2022 : L'appareillage utilisé est calibré toutefois l'enregistrement est fait sur 2 secondes alors que l'AP prévoit au moins 5 secondes après la dernière explosion. Constats lors de la présente inspection 2023 : L'examen des enregistrements relatifs aux 5 derniers tirs de mines faits avant la visite d'inspection confirme que la durée de l'enregistrement couvre les 5 s prescrites (il porte désormais sur 8 s). En outre, les résultats des 5 derniers tirs sont conformes aux dispositions de l'AP en termes de vitesses particulières pondérées et de pression acoustique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Emissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.  En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.  Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Constats résiduels (non soldés) de l'inspection précédente faite en 2022 : Lors de l'inspection, il a été constaté des émissions de poussières relativement importantes en pied et tête du convoyeur allant au stock pile situé au sud. L'inspection a montré que bien que des

dispositifs d'aspersion soient présents sur les 2 convoyeurs concernés, ils n'étaient pas alimentés en eau (d'où l'absence d'aspersion). Constats de la présente inspection 2023 :  
Il a été constaté que les dispositifs d'aspersion défectueux observés lors de l'inspection précédente fonctionnent et ont donc été réparés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Tri 5 flux

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/07/2021, article Art. D.543-281

**Thème(s) :** Autre, Tri des déchets 5 flux (NC3 de l'inspection du 14/10/2021)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

**Constats :** Constats résiduels (non soldés) de l'inspection précédente faite en 2022 :

L'inspection a montré que des emballages souillés étaient présents dans la benne à métaux. Il s'agissait d'une multitude (au moins 20) de petits bidons métalliques portant l'inscription "Korrobond 65" et des pictogrammes de dangers.

Constats de la présente inspection 2023 :

Il a été constaté que les différents déchets souillés observés sont triés et entreposés dans des bacs dédiés en attendant leur évacuation. Il n'y a notamment pas de déchets souillés en mélange avec les métaux, dans la benne à métaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Garanties financières

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/02/2023, article 4

**Thème(s) :** Autre, Actualisation de l'acte de cautionnement

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions prévues à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains.

Le montant actualisé sur la base de l'indice TP 01 de juillet 2021 (113,5) pour les phases quinquennales d'exploitation restantes :

- 5eme phase (2020-2024) : 804 941 € ;
- 6eme phase (2025-2029) : 667 569 € ;

La société Carrières de Cléré transmettra au préfet de Maine-et-Loire les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul des montants sur la base du dernier indice TP 01 connu et plans associés) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la phase d'exploitation autorisée en cours sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :** L'exploitant a transmis les éléments prévus au préfet par courrier du 12 avril 2023 (nouvel acte de cautionnement d'un montant de 897 137 € basé sur l'indice TP01 de décembre 2022).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 8 : Déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/02/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dépôt de stériles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 3-1-3 de l'arrêté préfectoral D3-99 n°1421 du 23 novembre 1999 sont complétées par les dispositions suivantes : Le stockage de stériles d'exploitation est autorisé sur une partie de la parcelle A337 du plan cadastral de la commune de Cléré-sur-Layon n'excédant pas 1 ha 28a 62 ca. La hauteur de stockage de stériles n'y excède pas 10 m de haut et ne dépasse pas la cote de 105,5 mNGF. La quantité de stériles stockés dans cette zone n'excède pas 100 000 m³. L'exploitant met en œuvre l'ensemble les mesures présentées dans le porter à connaissance du 27 janvier 2022 susvisé au niveau des terrains concernés.
<b>Constats :</b> Le début du stockage de stériles d'exploitation a été constaté sur la nouvelle partie de la parcelle A337 visée par l'AP. A la date de l'inspection, il se limite à l'extension (de quelques mètres) du stockage existant sur cette parcelle. La hauteur de stockage de stériles est faite dans la continuité du stockage existant et n'y excède donc pas 10 m de haut selon le plan topographique remis lors de l'inspection (mis à jour en avril 2023), ni la cote de 105,5 mNGF. La quantité de stériles stockés dans cette zone est très limitée et n'excède pas 100 000 m³. L'exploitant a mis en œuvre les mesures présentées dans son porter à connaissance (voir constats aux points de contrôles suivants).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/02/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Complément de clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement au démarrage d'activité de stockage de stériles sur une partie de la parcelle A337 du plan cadastral de la commune de Cléré-sur-Layon incluse dans l'emprise du site, Les dispositions de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié en termes d'interdiction d'accès sont mises en œuvre (clôture notamment).
<b>Constats :</b> Les dispositions prévues sont en place, en particulier l'interdiction d'accès est assurée par la présence d'une clôture grillagée d'au moins 1,5 m mise en place autour de la parcelle concernée. Il a été constaté qu'à l'ouest, la clôture est à l'ouest de la parcelle 338 (le long du chemin) qui jouxte par le côté ouest, la parcelle 337 ayant fait l'objet du porter à connaissance. Notons que ce secteur concerné de la parcelle 338 est déjà inclus dans le périmètre de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Conservation de la biodiversité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/02/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Complément de clôture
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral D3-2008 n° 472 du 7 août 2008 modifié sont complétées par les dispositions suivantes : La zone de stockage de stériles prévue à l'article 5 du présent arrêté se situe au sein du périmètre



identifié sur le plan localisant la limite de la zone de stockage de stériles annexé au présent arrêté afin de préserver la zone humide située dans la frange Sud-Est de la parcelle et le secteur d'affleurement rocheux au Sud-Ouest de la parcelle et qui constitue une entité biologique singulière au regard de la diversité floristique en place caractéristique des milieux secs (trame sèche). Ce secteur est délimité avec précision, préalablement au démarrage d'activité sur cette nouvelle emprise, par un expert naturaliste pour être évité et maintenu en l'état. Les haies périphériques sont maintenues en place.

Afin de limiter le dérangement de l'avifaune nicheuse du secteur et les risques de mortalité d'individus, l'exploitant évite les travaux de décapage, de terrassements, ... durant la période de reproduction qui va de mars à août. La terre végétale décapée est entreposée pour être utilisée dans le cadre de la remise en état.

Le suivi biologique est étendu à l'ensemble des terrains de la parcelle A337 situés au sein du périmètre d'exploitation.

**Constats :** L'avancement du stockage de stériles est éloigné de la zone humide à préserver au sud-est et de l'entité biologique singulière présente au sud-ouest. Ces secteurs sont délimités (piquetage et rubalise) suite au passage d'un expert naturaliste (CPIE Loire-Anjou) pour être évités. Les haies périphériques sont maintenues en place.

Il n'a pas été observé de secteurs décapés ou terrassés à la date de l'inspection (l'avancement du stockage porte sur quelques mètres).

Le suivi biologique est étendu à l'ensemble de la parcelle A337, le rapport biologique 2022 a été mis à jour en mars 2023 et identifie (page 47) les secteurs susmentionnés à préserver.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet